

Mairie
Le Château
d'Oléron



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX N° 2017-03

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) (Commun à tous les lots)

C.C.A.P du 30/03/2017

Maîtrise de l'Ouvrage :

Mairie de Château d'Oléron
Représentée par Mr le Maire
4 bd Victor Hugo
BP 49
17480 le Château d'Oléron

Objet du marché :

Transformation de la caserne des pompiers en locaux associatifs

Date limite de remise des offres :

Vendredi 28 avril 2017 à 12h30 – délai de rigueur

Délai de validité des offres : 120 jours

Le présent C.C.A.P comporte 21 feuillets

SOMMAIRE**Article I - Objet du marché - dispositions générales**

1 - 1	Objet du marché - domicile du titulaire	page 3
1 - 2	Décomposition en tranche et en lot	page 3
1 - 3	Intervenants	page 3
1 - 4	Redressement ou liquidation judiciaire	page 4
1 - 5	Dispositions générales	page 5

Article II - Pièces constitutives du marché

Page 5

Article III - Prix et mode d'évaluation des ouvrages, variation dans les prix**Règlement des comptes : « Modalités du règlement par virement »**

3 - 1	Caractéristique du marché	page 6
3 - 2	Modalités de variation des prix (révision)	page 9
3 - 3	Paielements des cotraitants et sous-traitants	page 9
3 - 4	Travaux modificatifs	page 10
3 - 5	Travaux non prévus	page 10

Article IV - Délai(s) d'exécution - pénalités et primes

4 - 1	Délai(s) d'exécution des travaux	page 10
4 - 2	Prolongation du délai d'exécution	page 11
4 - 3	Pénalités pour retard - primes d'avances	page 12
4 - 4	Pénalités et retenues autres que le retard d'exécution	page 13

Article V - Clause de financement et de sûreté

5 - 1	Retenue de garantie	page 14
5 - 2	Avance forfaitaire	page 15

Article VI - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6 - 1	Provenance des matériaux et produits	page 15
6 - 2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	page 15
6 - 3	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux - produits fournis par Maître de l'Ouvrage	page 15
6 - 4	Prise en charge, manutention et conservation par titulaire des matériaux et produits fournis par Maître de l'Ouvrage.	Page 15

Article VII - Implantation des ouvrages

Aucune stipulation particulières	page 15
----------------------------------	---------

Article VIII - Préparation, coordination et exécution des travaux

8 - 1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	page 16
8 - 2	Plan d'exécution - notes de calculs - études de détail	page 16
8 - 2 Bis	Échantillons - notices techniques - PV d'agrément	page 16
8 - 3	Organisation – Sécurité et Hygiène des chantiers	page 17
8 - 4	Réunions et Visites de chantier	page 18
8 - 5	Réunions de synthèse	page 18
8 - 6	Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.	Page 19

Article IX - Contrôle et réception des travaux

9 - 1	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	page 19
9 - 2	Réception	page 19
9 - 3	Prise de possession anticipée d'ouvrages ou parties d'ouvrages	page 19
9 - 4	Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrages	page 19
9 - 5	Documents fournis après exécution	page 19
9 - 6	Mise au courant et formation du Personnel exploitant	page 20
9 - 7	Délais de garantie et assurances	page 20
9 - 8	Garanties particulières	page 21
9 - 9	Assurances	page 21

Article X - Dérogations aux documents généraux

10 - 1	Résiliation	page 21
10 - 2	Procédure contentieuse – Arbitrage	page 21

Article XI - Dérogations aux documents généraux

page 21

Article XII – Litiges

page 21

Article XIII- Notification des Marchés

page 21

Article XIV- Négociation

page 21

Article I - Objet du marché - dispositions générales**1 - 1 Objet du marché - domicile du titulaire**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent la :

Transformation de la caserne des pompiers en locaux associatifs

Le marché se décompose en 13 lots

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Il est prévu 2 options : Lot 6 « Stores de protection solaire », Lot 12 « Alimentation de stores ». Cependant, aucune prestation supplémentaire, ou tranche conditionnelle n'est prévue pour les autres lots, dans le cadre de la présente consultation. En revanche, le marché est ouvert aux variantes, l'entrepreneur devra justifier dans sa note technique toute proposition de variation du CCTP. 2 variantes ont été demandées : Lot 7 « Plancher démontable et tapis de danse », Lot 11 « Ventilation double flux »

1 - 2 Décomposition en lots**Désignation des lots**

- Lot 1 : Désamiantage
- Lot 2 : Gros œuvres – Démolition
- Lot 3 : Etanchéité
- Lot 4: Bardage zinc & veture
- Lot 5: Serrurerie
- Lot 6: Menuiserie Extérieures
- Lot 7: Menuiseries Intérieures
- Lot 8 : Cloisons / Doublages / Plafonds / faux Plafonds
- Lot 9 : Revêtement de sols souples / Faïences / Carrelage
- Lot 10 : Peinture
- Lot 11 : Chauffage / Ventilation / Plomberie
- Lot 12: Electricité
- Lot 13: Fondations spéciales

1 – 3 Intervenants

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

MAIRIE DU CHATEAU D'OLERON

Représentée par Mr le Maire
4 bd Victor Hugo – BP 49
17480 Le Château d'Oléron
Tél : 05.46.75.53.00 – fax : 05.46.47.79.75

La Maîtrise d'Oeuvre est assurée par :

Agence SD Architectes, 32, rue Thiers 17300 Rochefort
Tél : 05 46 99 59 13 Fax : 05 46 99 04 00
agence@sdarchitectes.fr

- BET Structures : Xavier Boulard - 1, rue Maurice Mallet 17300 Rochefort
Tél : 05 46 87 67 14 Fax : 09 70 32 64 31
x.boulard@betboulard.fr
- BET Fluides : FT2E - 35, rue Nicolas Denys de Fronsac 17000 La Rochelle
Tél : 05 46 27 85 93
ft2e@orange.fr

Contrôle technique :

Bureau VERITAS, ZA des Quatres chevaliers, 17-19 avenue Moitessier 17180 Périgny
Tél : 05 46 50 66 66 Fax : 05 46 44 83 92
laurent.lumeau@bureauveritas.com

Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (CSPS)

Bureau VERITAS, ZA des Quatres chevaliers, 17-19 avenue Moitessier 17180 Périgny
Tél : 05 46 50 66 66 Fax : 05 46 44 83 92
olivier.philippon@bureauveritas.com

Suite à la loi n° 93 1418 du 31 décembre 1993, un coordonnateur est désigné afin de veiller à la prise en compte des principes généraux de prévention dans la conception et la réalisation des opérations de bâtiment. Une notice de sécurité établie par ce dernier est annexée au présent dossier.

Représentation de l'entrepreneur :

Dès notification du marché, l'entrepreneur désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Cette personne, chargée de la conduite des travaux, doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement au Maître d'Ouvrage les modifications survenant en cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- au capital social de l'entreprise, et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Sous-traitance :

L'entrepreneur titulaire d'un lot est habilité à sous-traiter les ouvrages, entraînant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

La proposition d'un acte de sous-traitance devra obligatoirement être transmise à la Maîtrise d'œuvre et à la Coordination SPS, pour qu'ils puissent transmettre leurs avis à la Maîtrise d'Ouvrage.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles 62 de l'ordonnance n° 2015 – 899 du 23 juillet 2015 et 3.6 du CCAG- Travaux. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par une résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 46.3 du CCAG-Travaux).

1- 4 Redressement ou liquidation judiciaire :

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicataire adresse à l'administrateur ou au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L621.137 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L621.28 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration d'un délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1 - 5 Dispositions générales

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre est aux conditions de travail.

En application de l'article D 8222-5 du Code du Travail (recodification 2008), le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du Code du Travail (recodification 2008).

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D 8254 du code du Travail (recodification 2008) et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes énumérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français, en occurrence le Tribunal administratif de Poitiers est seul compétent. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

En application des articles D 8222-7 et 8222-8 du Code du Travail (recodification 2008), le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu aux articles D 8222-7 et 8222-8 du Code du Travail (recodification 2008).

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande sous-traitance, doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles du décret n° 2016- 360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... duayant pour objet

.....
Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-5 du CCAP.

Leurs prix resteront inchangés en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

Article II - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) - Pièces contractuelles

- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), assorti des documents ci-après :
- La liste des plans d'exécution
- Les plans, coupes, élévations, détails et tous documents graphiques.
- La décomposition du prix global forfaitaire(DPGF) / le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)
- Le Plan Général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le Rapport Initial de contrôle technique
- L'Etude de sol
- Le calendrier prévisionnel des travaux
- Diagnostic Amiante et Plomb avant travaux

B) - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-4-2 :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Cahiers des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre chargé de l'Économie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 publié au JO du 1^{er} octobre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Article III - Prix et mode d'évaluation des ouvrages variation dans les prix - règlement des comptes.
3 – 1 Caractéristique du marché :

En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- du fait que chaque entrepreneur, quelle que soit sa spécialité, doit, sauf dérogation portée au CCTP, installer à ses frais, les gardes corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que vous protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments
- de l'éloignement du chantier vis-à-vis du siège de l'entreprise
- des mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques
- de l'exploitation normale du domaine public et des services publics
- des frais nécessités par la protection des ouvrages
- du tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur
- des obligations suivantes :
- chaque entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais, les transports et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux
- chaque entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état (prêt de matériel et équipement Cf SPS)
- chaque entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux
- en cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultant des remplacements et remises en état incombent aux entrepreneurs correspondants, sans que ces dépenses puissent être portées au compte des dépenses communes ou donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'Ouvrage ou à prolongation de délais.
- Dans la mesure où il interviendra sur la voie publique pour la protection des passants ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit

En tenant compte des sujétions découlant des mesures générales d'organisation de chantier arrêtées par la maîtrise d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur OPC

En tenant compte des sujétions découlant des mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et celles indiquées dans la notice de sécurité.

3.1.1 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- par application d'un prix global forfaitaire.

3.1.2 Travaux en régie:

- il n'y a pas de travaux en régie.

3.1.3 Modalités du règlement des comptes du marché

Les projets de décomptes seront transmis au Maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner date certaine entre le 25 et 30 du « mois M » d'exécution des travaux.

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du CCAG Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement devront, outre les mentions légales, portées les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

MAIRIE DU CHATEAU D'OLERON

4 bd Victor Hugo – BP 49

17480 Le Château d'Oléron

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- pour les décomptes mensuels, 1/2000 de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent ;
- pour le décompte final, 1/10000 du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant à l'entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par l'ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

3.1.4 Approvisionnements

Pour tous les lots, il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements, sauf avec demande spécifique justifiée par l'entreprise préalablement acceptée par le maître d'œuvre, dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de ladite demande. Le silence du maître d'œuvre à l'expiration de ce délai vaut refus de la demande

3.1.5 Répartition des dépenses communes

La répartition des dépenses suivantes est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

A) dépenses d'équipement de chantier

Les dépenses dont la nature est impliquée dans la première colonne du tableau ci-après sont rémunérées par les prix du marché conclu avec l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la deuxième colonne.

Exécution des voies d'accès et de circulations provisoires, aires de chantier et de stockage)	GROS ŒUVRE
Branchements provisoires d'égout, d'eau et d'électricité)	GROS ŒUVRE
Établissement des clôtures et panneaux de chantier en conformité avec l'article R324-1 du code du Travail)	GROS ŒUVRE
Installation d'éclairage et de signalisation)	
Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie...))	
Installation de gardiennage et du local mis à la disposition du maître d'œuvre)	
Installation du téléphone du chantier)	
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement)	GROS ŒUVRE
Réseau provisoire intérieur d'électricité et d'éclairage y compris son raccordement)	ELECTRICITE

B) Les dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant :

- les charges temporaires de voirie et de police incombent **aux lots Gros-Œuvre / Fondations spéciales**

Pour le nettoyage du chantier :

- les entreprises doivent laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ; elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets
- les entreprises doivent procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées
- les entreprises devront effectuer le tri de leurs déchets
- les entreprises ont la charge de **l'enlèvement** des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques.
- En cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, le nettoyage sera effectué à leurs frais par une entreprise désignée par le maître d'œuvre.

C) Les dépenses de consommation : compte-prorata

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte spécial dit « compte-prorata » établi, géré et réglé par les entrepreneurs :

- quittances d'eau, d'électricité, de téléphone
- frais de gardiennage et de fermetures provisoires du chantier
- frais de stockages temporaires, d'évacuation et d'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots
- nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
- chauffage du chantier y compris combustibles pour les essais
- frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- frais de nettoyage, réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :

- i. l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert

- ii. les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé
 - iii. la responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte pas un tiers.
- nettoyage de fin de chantier avant réception
- Selon la nature des fournitures mises en œuvre, les entrepreneurs prennent les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux. Les frais de réparations et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux restent à la charge des entrepreneurs réalisant ces installations.
- L'entrepreneur titulaire du lot principal procédera au règlement des dépenses correspondantes.
- L'action du Maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur.

3 - 2 Modalité de variation des prix

Tous les lots : Les prix sont **fermes**, c'est-à-dire unitaires **non révisables** et établis sur la base économique du mois du calendrier qui précède celui de la date limite de remise des offres (Confer le DPGF)

3 - 3 Paiements des co-traitants et sous-traitants

3.3.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Conformément à l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015), les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015), l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

3.3.2 Modalités de paiement direct par virements

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention « Auto-liquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionnés plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au 3^{ème} paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

En cas de co-traitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG Travaux.

3 – 4 Travaux modificatifs

Des travaux modificatifs (tous travaux générés par modification du contenu du CCTP) peuvent être demandés lors de la **phase d'exécution**.

Le maître d'œuvre procédera à l'établissement d'une FTM (Fiche de Travaux Modificatifs) et à une étude de faisabilité en matière architecturale, technique, financière et en terme de délai.

Après accord de principe du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre demandera un devis d'entreprise de travaux modificatifs à l'entrepreneur. Ce dernier, après étude, retournera une proposition de prix où apparaîtront détaillées les incidences architecturales, techniques, financières et temporelles.

Si le devis d'entreprise de travaux modificatifs convient sur tous les aspects à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage, le maître d'ouvrage donnera son accord au maître d'œuvre pour l'établissement d'un Ordre de Service **d'Exécution des Travaux**.

Un avenant régularisera les travaux supplémentaires.

3 - 5 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article IV - Délai(s) d'exécution – Visite du site - pénalités et primes

4 - 1 Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est stipulé à l'acte d'engagement

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Rappel : Le marché est signé pour une durée de **3 mois** dont 1 mois de période de préparation (**Lots 1 à 8**) à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'ensemble des travaux. Pour information, la date prévisionnelle de commencement des travaux (**Lot 1 à 8**) est fixée à mi-janvier 2017. La réception des travaux est fixée à mi-avril 2017

4 - 1 - 1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux est joint au présent CCAP

Sans objet

4-1-3 Visite des lieux avant remise d'offre

Une visite des lieux est obligatoire pour tous les lots. Les entreprises devront : au préalable prendre contact avec la Mairie du Château d'Oléron. La personne à contacter sera M. Gamdji SADJO, Adjoint Technique Principal, Tél : 05.46.75.53.00. L'attestation de visite (annexée au RC) signée sera obligatoirement jointe à l'offre.

4 - 2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution propres aux différents lots

Dans le cas d'intempéries :

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : **15 jours**

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-après :

- * pluie : 30 mm par 24 h
- * neige : 10 cm par 24 h
- * vent : 90 km/h pendant 24 h
- * température : - 5°C pendant 10 jours

Poste météorologique de référence :

"LE BOUT BLANC" 17000 LA ROCHELLE

Par dérogation au second aliéna de l'article 19.2.3 du CCAG si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution est prolongé autant. Cette prolongation de délai est notifiée à tous les entrepreneurs par un ordre de service.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier notamment évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si des arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution, qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité. En cas de prolongation de délai d'exécution accordée, un ordre de service sera notifié à tous les entrepreneurs.

Dans le cas de changement de la masse de travaux

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par la personne responsable du marché ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, justifie soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux, soit le report du début des travaux, l'importance de la prolongation ou du report est débattue par le maître d'œuvre .l'entrepreneur, puis elle est soumise à l'approbation de la personne responsable du marché, et la décision prise par celle-ci est notifiée l'entrepreneur soit par ordre de service, soit par avenant.

4 - 3 Pénalités pour retard

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités (article 20.1 du CCAG Travaux).

4 - 3 - 1 Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux.

A) - Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné

En cas de retard sur les délais fixés par le calendrier d'exécution des travaux, l'entrepreneur sera passible, sans mise en demeure préalable, sur simple notification sur le compte rendu de chantier, d'une pénalité journalière calculée indiquée au **C)** ci-après

Ces pénalités s'appliquent pour :

- retard de fournitures, échantillons, ouvrages témoins et plans demandés
- retard d'approvisionnements
- retard de début d'intervention sur chantier
- retard d'exécution et de livraison à un autre corps d'état pour 1 secteur de travaux
- retard dans l'exécution de mesures concernant la sécurité
- retard dans la remise des documents à fournir au contrôleur technique (avis technique, PV classement au feu, fiches techniques etc...)

Il est précisé que le maintien final du délai d'exécution total étant subordonné au respect des délais partiels fixés au calendrier détaillé d'exécution, tout dépassement de ces délais correspondant aux phases qui y sont figurées donnera le droit au maître de l'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, d'exiger l'application d'une retenue journalière provisoire qui sera effectuée sur le montant de ses acomptes.

Dans le cas où l'entreprise ne prend pas les dispositions pour réduire, voire absorber, dans la mesure du possible, les retards constatés, le maître d'œuvre prendra ou fera prendre par toute entreprise de son choix, toutes mesures, ce aux seuls frais, risques et périls du ou des entrepreneurs dont la défaillance aura été constatée.

Le compte des pénalités sera mis à jour mensuellement avant l'établissement des décomptes mensuels.

Les pénalités encourues par les entreprises seront portées au compte des pénalités suivant proposition du maître d'œuvre et feront l'objet de retenues provisoires sur les situations de travaux.

La constatation de retard sera établie par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le calendrier détaillé d'exécution.

Pour l'état d'avancement, chaque phase de travaux sera, en l'absence de précision de cadence au calendrier, réputée uniforme dans sa progression à l'intérieur du délai imparti pour cette phase.

- le calendrier d'exécution détaillé des travaux comporte des points de passage obligés qui correspondent à des tâches "travaux" mais également aux commandes des fournisseurs, à l'établissement des plans et ouvrages témoins, à la livraison des matériaux et matériels qui marquent l'enchaînement des tâches essentielles dont l'articulation constitue le chemin critique.

- toute dérogation à ces dates pouvant remettre en cause l'ensemble du calendrier d'exécution, tout retard constaté à ce sujet sera considéré comme retard partiel et donnera lieu à l'application immédiate des pénalités ci-dessus.

- l'imposition des pénalités ci-dessus mentionnées ne fait pas obstacle à l'application des mesures prévues à l'article 48 du CCAG.

- dans le cas où le retard imputable à une ou plusieurs entreprises se trouverait résorbé grâce à l'action d'une ou plusieurs autres entreprises, le maître d'ouvrage se réserve le droit de maintenir la pénalité pour retard soit, en tout ou partie, maintenue à l'encontre de l'entreprise fautive.

B) - Retard sur les délais particuliers

Correspondant aux interventions successives, autres que la dernière de chaque entrepreneur sur le chantier.

C) - Montant des pénalités et retenues journalières prévues au 4-3-1 A) et B).

Par dérogation à l'article 20.1 du **CCAG-Travaux**, le montant de la pénalité journalière sera pour chaque lot égale à 1/500^{ème} retard du montant du marché y compris avenant éventuel par jour calendaire de retard avec un minimum

- **100 euros pour les marchés de travaux inférieurs à 20 000 euros HT.**
- **150 euros pour les marchés de travaux compris entre 20 001 et 40 000 € HT**
- **200 euros au-delà**

4 - 3 - 2 Il n'est pas prévu de primes d'avance

4 - 3 - 3 modalités d'application

Les pénalités de retard sont applicables selon les retards constatés en cours d'exécution par rapport au calendrier détaillé d'avancement en tenant compte des prolongations de délai accordées automatiquement, pour cas de force majeure et en vertu de l'article 4.2 du présent CCAP et de l'article 19.2 du CCAG.

En outre, un sursis de livraison peut être accordé lorsque, en l'absence de faute de la part de l'entrepreneur, des événements étrangers à sa volonté ou des difficultés d'exécution particulières ont entravé l'exécution normale des travaux et rendent excusable un retard de l'entrepreneur.

Le sursis n'affecte pas les délais contractuels pendant un temps égal à sa durée, il a pour seul effet d'écarter l'application des pénalités de retard.

Dans tous les cas, les pénalités de retard dans l'exécution seront applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Leur répartition entre les entreprises responsables sera établie par le maître d'œuvre.

Les retenues pour pénalités s'opéreront de plein droit sur le montant des états d'acomptes des entreprises, sur présentation d'un certificat d'application de pénalité établi par le maître d'œuvre.

Toutefois, passé un retard non justifié de plus de 15 jours sur le délai contractuel, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier son contrat et de faire poursuivre l'exécution des ouvrages, aux frais de l'entrepreneur défaillant par l'entreprise de son choix, 10 jours après une mise en demeure restée sans effet, sans préjuger de l'action possible en dommages et intérêts.

Si, dans un bref délai, les dispositions prises par l'entreprise pénalisée en accord avec les corps d'état qu'elle retarde permettent un rattrapage total du retard de ses travaux et du retard qu'elle entraîne sur les travaux des autres corps, la pénalité pourra être levée ou réduite par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.

4 – 4 Pénalités et retenues autres que le retard d'exécution

4 - 4 -1 Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation, fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière d'un montant de **200 euros** (deux cents euros).

4- 4 - 2 Délai et retard dans la remise des documents fournis avant (échantillons, documentations techniques, plans d'exécution, calendrier, établissement correct des devis modificatifs de travaux...) et après exécution (dossier des ouvrages exécuté, DIUO, documents techniques et PV de synthèse pour la formation du personnel).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, les plans et autres documents conformes à l'exécution sont à fournir à la réception des ouvrages comme les notices de fonctionnement et d'entretien.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir **avant** (échantillons, documentations techniques, plans d'exécution, devis modificatifs de travaux...) et **après** exécution par l'entrepreneur, il sera fait application d'une pénalité qui aura par jour pour valeur de :

- **100 euros pour les marchés de travaux inférieurs à 20 000 euros HT.**
- **150 euros pour les marchés de travaux compris entre 20 001 et 40 000 € HT**
- **200 euros au-delà**

Cette pénalité s'applique également sur les documents à fournir au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour composer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

D'autre part, il est stipulé que la fourniture de documents nécessaires à la remise des DOE par le maître d'œuvre, incomplets ou erronés sera sanctionnée par les pénalités prévues à l'alinéa ci-dessus.

4 - 4 – 3 retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Il est fait application de l'article 41 du CCAG.

4 - 4 - 4 retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier

En cas de non-respect des prescriptions du présent CCAP et ses annexes, concernant le nettoyage des locaux et du chantier, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, il sera appliqué à partir du terme du délai fixé à l'ordre de service, une amende par jour calendaire de retard de **200 euros** (deux cents euros). Une pénalité analogue sera appliquée pour tout retard dans l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi prévu à l'article 37 du CCAG.

4 - 4 – 5 absences injustifiées aux rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Si l'entrepreneur ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 3.9 du CCAG-Travaux, il subit sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **200 euros** (deux cents euros) pour toute absence non justifiée ou retard excédant ¼ d'heure.

Par ailleurs, il sera appliqué une pénalité de **200 euros** (deux cents euros) pour absences injustifiées lors de la réunion préalable à la réception et lors de la réception des travaux.

Durant toute la période de levée de réserves, les réunions de chantier hebdomadaires se poursuivront.

Sera considéré comme absent, tout entrepreneur représenté par une personne incompétente et/ou insuffisamment au courant du chantier.

4 - 4- 6 Autres pénalités

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la **sécurité et protection de la santé**, au gardiennage, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier, le titulaire encourt une pénalité par jour d'infraction constatée sans mise en demeure préalable, de **150 euros** (cent cinquante euros) jusqu'à la mise en conformité et la levée de l'observation.

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux, une pénalité fixée à **150 euros** (cent cinquante euros) par jour d'infraction.

En cas de non-respect du dépôt des gravats en dehors des zones ou des bennes prescrites à cet effet. Le titulaire encourt une pénalité par infraction constatée de **150 euros** (cent cinquante euros) avec obligation de mise en conformité immédiate.

En cas de réunions supplémentaires après réunion unique de levée de réserves, les frais de vacation de l'architecte seront d'un montant de **150 euros** / réunion et facturés à la ou les entreprises concernées.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer dans l'enceinte du chantier, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros** (cent euros) par infraction.

Article V - Clauses de financement et de sûreté

5 - 1 Garantie financière

En application de l'article 123 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa demande de paiement correspond au premier acompte du marché. Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire. Cependant une caution bancaire est acceptée.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée, la garantie à première demande est libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

5 - 2 Avance

Une avance est accordée à l'entrepreneur titulaire d'un marché supérieur à 50 000 €HT, sauf indication contraire dans l'article B4 du DC3, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant initial TTC des prestations à exécuter.

Si le délai initial d'exécution du marché exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 5 % du montant initial du marché.

Si le délai initial d'exécution du marché est supérieur à 12 mois, l'avance forfaitaire est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutés par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque le dit montant atteint 80.00 % du montant initial, toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Article VI - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6 - 1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des clauses techniques particulières.

6 - 2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet

6 - 3 Caractéristiques qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.

6 - 3 - 1 Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG

Concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6 - 3 - 2 Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications

Ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

6 - 4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage.

Sans objet

Article VII - Implantation des ouvrages

Aucune stipulation particulière

Article VIII- Préparation, coordination et exécution des travaux**8 - 1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation commune à tous les marchés :

1 mois de période de préparation

à compter de la date de démarrage fixé par ordre de service.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins des entrepreneurs :*** établissement du programme d'exécution des travaux** précisant notamment :

- plans d'exécution
- les matériels et les méthodes qui seront utilisés,
- le projet des installations de chantier et ouvrages provisoires élaborés à partir d'un plan d'installation de chantier inclus au DCE et des recommandations du PGCSPPS.
- une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.
- exécution des voies et réseaux divers, prévus par la section 7 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à la sécurité et la protection de la santé.

*** établissement du PPSPS** prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur. Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). L'absence de remise du PPSPS fait obstacle au démarrage des travaux. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation, en 6 exemplaires en sus des 3 exemplaires que l'entreprise doit réglementairement adresser à l'inspecteur du travail, à l'OPPBTP et à la CRAMCO.

- par les soins de l'Equipe de maîtrise d'œuvre :

Programme d'exécution : L'architecte assure le Visa du programme d'exécution des entreprises (mission VISA)
Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les entreprises

- par les soins du coordonnateur en matière de sécurité :

Mise à jour du PGC SPS prévu à l'article L235-6 et mise à disposition aux entreprises, le plus en amont possible.

- constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
- ouverture et mise à jour d'un registre journal de la coordination.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

8 - 2 Plans d'exécution - notes de calculs - Etudes de détail

Sur les lots architecturaux et techniques (mission VISA)

Conformément à l'article 29.1 du CCAG, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis et à la charge financière de l'entrepreneur. Ils permettent la réalisation de l'ouvrage. Ce dernier doit les adresser à la Maîtrise d'œuvre pour visa. Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique. Celui-ci donnera son avis dans un délai de 8 jours. Les avis ou prescriptions du contrôleur technique doivent **obligatoirement** être pris en compte par le titulaire.

Sur les lots techniques (mission EXE)

Sans objet

8 - 2 Bis Échantillons - notices techniques - VP d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le Maître d'œuvre, lorsque ces demandes ne constituent pas un investissement significatif.

Le maître d'œuvre et le bureau de contrôle indiquent aux entreprises leurs besoins.

Le maître d'œuvre ou de chantier fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et PV d'agrément.

8 - 3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8 - 3 - 1 L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le Maître de l'Ouvrage : conférer au PGC

Locaux pour le personnel : un bureau/salle de réunion pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, chauffée.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation : ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8 - 3 - 2 Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire du lot n°1 : Conférer au PGC.

8 - 3 - 3 les mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité à prendre par l'entrepreneur : Conférer au PGC

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels. Les entreprises concernées devront prendre les dispositions nécessaires en matière de prêt d'équipement et de matériels.

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé : Conférer au PGC

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Comité interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail :

Sans objet.

8 - 3 - 4 sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier : Conférer au PGC

A) principes généraux :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées, par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

B) autorités du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toutes violations par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi

que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) moyens donnés au coordonnateur SPS

c-1 libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier

c-2 obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, ainsi que tout document ou information qu'il aura réclamés
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- Dans les jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats
- La copie des déclarations d'accidents du travail

Le titulaire donne suite, pendant la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitances les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

8 - 3 - 5 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de la Mairie du **Château d'Oléron**.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

8 - 3 - 6 Démolition de constructions:

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le bordereau de prix.

8 - 3 - 7 l'emploi des explosifs fait l'objet des interdictions ou restrictions ci-après dans les zones suivantes :

L'EMPLOI DES EXPLOSIFS EST INTERDIT

8 - 3 - 8 garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché est résilié par application des articles 46 ou 48 du CCAG, un responsable sera désigné afin d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur. Les dépenses justifiées entraînées sont à la charge du titulaire du marché résilié.

8 - 3 - 9 Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités pour les travaux sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable des dégradations.

8 – 4 Réunions et Visites de chantier

Elles ont lieu à l'initiative du Maître d'œuvre aux jours et heures fixés.

Chaque entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de pénalité fixée à l'article 4-4-6.

Ces réunions hebdomadaires devront permettre la coordination des études qui conditionnent l'élaboration des plans d'exécution et de synthèse, la coordination que nécessite l'enchaînement des différentes tâches, la mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. Les visites ont pour but la vérification des matériaux et matériels et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent.

Ces réunions feront l'objet de comptes rendus rédigés par la Maîtrise d'œuvre. Les observations majeures constatées au cours des visites seront jointes au compte-rendu de la réunion de chantier.

8 – 5 Réunions de synthèse

Réunion de synthèse suivant le calendrier à établir en période de préparation avec la participation d'un responsable de l'entreprise habilité à prendre des décisions.

8 - 6 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet

Article IX - Contrôles et réceptions des travaux

9 - 1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Essais et contrôle d'ouvrage ou partie d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP :

Par le contrôleur technique si une convention de contrôle technique est signée entre le maître d'ouvrage et le contrôleur technique. L'entrepreneur devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Si l'entrepreneur est chargé des plans d'exécution des ouvrages, il devra procéder à leur établissement et obtenir les visas du contrôleur technique et du maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution. Le paiement des honoraires de contrôle technique sera effectué directement par le maître d'ouvrage sans aucune retenue à l'entreprise.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôle en sus de ceux définis par le marché :

S'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlés, soit par application d'un prix de bordereau.

S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

9 - 2 Réception

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables, compte tenu des compléments suivants, et par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG-Travaux :

Dans le cas de marchés passés avec une entreprise générale ou avec un groupement conjoint ou solidaire (marché unique), la date de réception sera unique pour tous les corps d'état. Exceptionnellement, un constat d'achèvement des travaux pourra avoir lieu, à la demande d'un entrepreneur.

Dans le cas de marchés par lots séparés, la date de réception sera unique pour tous les lots, à la fin des travaux. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont un délai précisé dans le procès-verbal de réception, pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

Dispositions particulières : sauf dispositions figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages
- les épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année : sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

9 - 3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de prise de possession anticipée.

9 – 4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 43 du CCAG travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG

9 - 5 Documents fournis après exécution

Les entreprises doivent remettre, dans le mois qui suit la réception, les dossiers des ouvrages exécutés (DOE).

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera remis au maître d'œuvre en 4 exemplaires dont :

- 2 exemplaires pour le Maître d'Ouvrage dont un reproductible + 1 CD informatique
- 1 exemplaire pour le Maître d'œuvre,
- 1 exemplaire pour le coordinateur SPS

Les dossiers des ouvrages exécutés comportent :

- les plans de récolement, plans d'exécution et notes de calcul des ouvrages « tels que construits »
- les schémas de fonctionnement des installations de toute nature
- les notices d'entretien, notices d'exploitation et notices de programmation des matériels
- les listes de pièces de rechange
- les PV de réactions et de résistance au feu des matériaux ne disposant pas d'avis techniques, ainsi que tous les documents spécifiques précisés dans le CCTP.

En complément à l'article 40 du CCAG, il est précisé :

- les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, être strictement conformes au matériel posé et se composer de :
- la documentation générale permettant au personnel utilisateur, d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel
- le manuel d'utilisation
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...)
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement, avec indication des distributeurs de pièces détachées)
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés

Le titulaire remet un exemplaire au Maître d'œuvre afin que le coordinateur SPS constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) conformément à l'article R238.26 du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 4-4-3.

9 - 6 Mise au courant et formation du personnel exploitant

Les entrepreneurs sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Ils indiquent la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est mis à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire éventuellement part au Maître d'Ouvrage de leur appréciation s'ils estiment la qualification du personnel qu'ils auraient instruit.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le maître de l'ouvrage, les entrepreneurs mettent à sa disposition, le personnel nécessaire pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations et ce, jusqu'à entière satisfaction du maître de l'ouvrage.

A ce titre, ils doivent notamment :

- informer le personnel utilisateur, des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement
- présenter, en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles

Cette prestation de formation du personnel est assurée par l'intermédiaire de personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement, mais aussi de concourir à une démonstration sur place des bons résultats pouvant être atteints par les équipements concernés. Cette prestation sera conclue par la remise d'un document de synthèse précisant le contenu de la formation dispensée, accompagné d'un Procès-Verbal attestant que la formation a bien été dispensée.

Elle sera soumise à l'application des pénalités prévues à l'article 4-4-3 du présent CCAP.

Les modalités des obligations, objet du présent article, sont définies en temps voulu par le Maître de l'Ouvrage en accord avec le Maître d'œuvre. Elles peuvent intervenir pendant la période des essais et/ou pendant la période de garantie.

9 - 7 Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9 - 8 Garanties particulières

Le fabricant et/ou le fournisseur et l'entrepreneur (applications agréées) sont tenus à une garantie solidaire.

9 - 9 Assurances

En vertu de l'article 14 de la loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence déloyale, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- * une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- * une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions avec son assureur pour que sa police s'applique sans restriction ni réserve et ne comporte aucune clause de réduction de garantie, ni de règle proportionnelle dans le cadre de la réalisation de l'opération, objet du présent marché.

La période de garantie commencera à la réception du chantier et prendra fin à l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de celle-ci.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Assurances collectives de chantier :

Sans objet

Article X - Résiliation

10 - 1 Résiliation

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

10 - 2 - Procédure contentieuse – Arbitrage

Il est fait application de l'article 50 du CCAG-Travaux.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou mode d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière (voir adresse ci-dessous).

Article XI - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants les documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- a) C.C.A.G-Travaux
 - A l'article 41.1 et 41.3 du CCAG-Travaux par l'article 9.2 du CCAP
 - A l'article 9.1 du CCAG-Travaux par l'article 1.6.3 du CCAP
 - A l'article 18.3 du CCAG-Travaux par l'article 1.6.4 du CCAP (en complément)
 - A l'article 10.44 du CCAG-Travaux par l'article 3.4.4 du CCAP
 - A l'article 19.23 du CCAG-Travaux par l'article 4.2 du CCAP
 - A l'article 20.1 du CCAG Travaux par l'article 4.3.1 du CCAP
 - A l'article 20.4 du CCAG Travaux par l'article 4.3.3 du CCAP
 - A l'article 40 du CCAG Travaux par l'article 4.4.2 du CCAP
 - A l'article 48.1 du CCAG Travaux par l'article 4.4.6 du CCAP
 - A l'article 28.2.3^{ème} du CCAG-Travaux par l'article 8.1 du CCAP
 - A l'article 40 du CCAG-Travaux par l'article 9.5 du CCAP
- b) C.C.T.G et C.P.C. travaux publics
 - Néant
- c) Normes françaises homologuées
 - Néant
- d) Autres normes
 - Néant

Article XII- Litiges

En cas de litiges, le droit français est seul applicable. Les juridictions administratives sont seules compétentes. Tout conflit né de l'application comme de la résiliation du présent marché, ainsi que de l'application ou de l'interprétation de l'une de ses clauses, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Poitiers, en application de l'article R 312-11 du code de la justice administrative

Contact : Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac, 86020 Poitiers, Téléphone : (+33) 5 49 60 79 19, Fax: (+33) 5 49 60 68 09, internet : <http://www.poitiers.tribunal-administratif.fr> .

Article XIII- Notification des pièces du Marché

La notification transforme le projet de marché en marché. Elle consiste en la remise d'une copie des documents du marché au titulaire. **Cette remise sera opérée par messagerie électronique via le profil acheteur (e-marchespublics.coml) ou la messagerie de la mairie, au titulaire du marché par le maître d'ouvrage. .**

Il est de même pour toutes les pièces contractuelles nécessaires à la réalisation du marché

Article XIV- Négociation

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25/03/2016, des négociations sont prévues avec les soumissionnaires arrivés premiers au classement provisoire.

Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, y compris le prix des prestations.

Les négociations pourront avoir lieu soit sur place à la Mairie, soit par écrit (courrier, télécopie, courriel), soit oral (téléphonique) Chacun des candidats est donc invité à indiquer dans son offre une adresse mail, un numéro de télécopie et téléphone et le nom d'un correspondant. Les éléments négociés seront à la demande de la ville confirmés par écrit dans les mêmes conditions que la remise des offres.

Toutefois, la Ville se réserve la possibilité de ne pas procéder aux négociations et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

A Château d'Oléron, le 30 mars 2017
Le Maire, Michel PARENT